

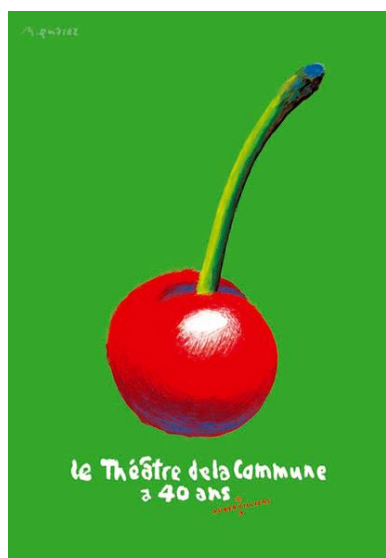
## Culture et bonheur en banlieue communiste

Pauline Clech

*Les banlieues populaires ne sont pas des déserts culturels. Dans les villes « rouges », depuis les années 1960, la culture et le communisme municipal ont incarné un bonheur militant, émancipateur, mais aussi fragile.*

Au début des années 2000, le théâtre de la Commune fête ses 40 ans. La rencontre entre un élu communiste d'Aubervilliers, Jack Ralite, et un metteur en scène, Gabriel Garran, conduit à l'implantation en 1961 du premier théâtre en banlieue populaire. Pour fédérer la population autour de cet anniversaire, la municipalité commande une peinture à l'artiste dionysien Michel Quarez (figure 1). Celui-ci peint une cerise d'un rouge éclatant, sur un fond vert vif, qui sera reproduite sous forme d'affiches et placardée dans les rues d'Aubervilliers. Quelques années plus tard, en 2009, une rétrospective de l'œuvre de ce peintre désormais consacré se tient à la bibliothèque Forney, à Paris. L'un des commissaires de l'exposition voit dans cette peinture une allégorie de la joie<sup>1</sup>. Cette année-là, je commence une enquête ethnographique et socio-historique sur les politiques culturelles en banlieue communiste et une autre interprétation me saute aux yeux. Cette peinture est à la fois un hommage à la localité communiste et à la Commune de Paris, dont la chanson *Le temps des cerises* est passée à la postérité. Si ce commentaire savant dépolitise et coupe cette œuvre de son contexte de production, l'intuition de la joie mérite d'être creusée. Cet article explore comment la culture, le bonheur et le communisme municipal se sont articulés en banlieue populaire à partir des années 1960.

**Figure 1. « Le Théâtre de la Commune a 40 ans », Michel Quarez**



Peinture de Michel Quarez (2005). Affiche conservée à la Bibliothèque Forney/Ville de Paris. Cote : AF 222514. © ADAGP, Paris, 2026.

<sup>1</sup> Catalogue de l'exposition *Quarez affiches*, Paris, Paris Bibliothèques éditions, 2009, p. 27.

## **Sens politique : des politiques culturelles à visée émancipatrice**

La représentation de la banlieue populaire comme désert culturel a la vie dure. Pourtant, à partir des années 1960, d'intenses politiques culturelles se sont développées dans les municipalités communistes de la région parisienne, dont l'objectif vise l'émancipation de la classe ouvrière.

Ces années sont caractérisées par une période d'ouverture – *Aggiornamento* – au sein du PCF. La direction cherche à sortir de la « matrice stalinienne » (Pudal 2009), en prenant ses distances avec l'Union soviétique et l'ouvriérisme. L'art occupe alors une place politique importante, en tant qu'outil de transformation sociale. Dans la pensée partisane de cette époque, les communistes doivent non seulement mener un travail militant pour s'emparer du pouvoir, mais également un travail de « transformation de soi » (Darmon 2008) pour s'appropriier les ressources monopolisées par la bourgeoisie (art, savoir, loisir).

En matière artistique, cette acculturation prend deux directions : patrimoine et création, qui deviennent les deux piliers des politiques culturelles des municipalités communistes. Le patrimoine légitime la prétention de la classe ouvrière à diriger la Nation : si ses membres ont un capital culturel équivalent à celui de la bourgeoisie, ils n'en sont plus des inférieurs et peuvent la remplacer. Néanmoins, arrivée au pouvoir, la classe ouvrière ne doit pas reproduire l'ordre social. C'est là que s'insère la création, entendue comme le moyen d'élargir l'imaginaire des individus. En explorant les rouages de la société actuelle et en imaginant d'autres sociétés possibles, elle entretient l'idée que l'ordre social peut être changé.

Cette ligne politique, définie au niveau des instances centrales du PCF, devient un schème intériorisé par de jeunes militants communistes qui entrent au Parti à ce moment, puis par leurs enfants : elle est un principe structurant leurs représentations et leurs actions. Au sein des instances centrales du PCF, cette pensée politique perd de sa légitimité à partir du tournant ouvriériste de la fin des années 1970, où l'art est suspecté d'élitisme, mais elle reste appliquée par une « bourgeoisie rouge » en banlieue parisienne. Ses membres convertissent cet espace en centralité artistique à l'échelle nationale, accueillant des genres artistiques et des artistes légitimes, mais contribuant également à légitimer des genres et des artistes encore illégitimes (Clech 2021).

## **Effet biographique : s'élever dans l'espace social et faire corps avec l'institution**

Ce sens politique a guidé l'édification d'une armature institutionnelle dense (service administratif dédié, école d'art et conservatoire, salle de spectacle, festival, résidence d'artistes). Une diversité de genres artistiques a été soutenue. Outre le soutien apporté au patrimoine et à la création, le souci de rendre ces œuvres appropriables par les habitants a été constant, s'opposant à la théorie du choc esthétique défendue par Malraux (Saada 2018). Cette médiation culturelle a d'abord été prise en charge par l'encadrement militant (aller au spectacle et en débattre faisait partie des activités des cellules communistes), puis par des professionnels. Précédant ce phénomène au niveau national, on observe un gonflement des effectifs des professionnels de la culture dans ces localités. Or, ces derniers font état d'un véritable bonheur au travail.

Jacques Lagroye et Johanna Siméant (2003) ont identifié deux ressorts expliquant le bonheur éprouvé par les individus engagés au sein d'institutions chargées du « gouvernement des humains », c'est-à-dire conçues pour avoir prise sur la vie d'autrui (comme l'Église ou l'humanitaire), car elles permettent à la fois de changer positivement leur vie et celle des autres. On retrouve ces deux conditions du bonheur au sein des institutions culturelles de la banlieue communiste, comme en témoigne Évelyne :

Je ne conçois pas l'engagement professionnel sans qu'il y ait un épanouissement personnel ou qu'il y ait un minimum d'être utile à quelque chose ou à quelqu'un en tout cas voilà, à une population (Évelyne, née en 1947, directrice d'un service culturel).

Cette félicité repose sur le fait de faire corps avec l'institution, de se reconnaître en elle et de se sentir reconnue par elle. Ce mécanisme a été documenté du côté des communistes (Pudal 1989). Dans le cas étudié, si le cadre institutionnel a été inventé par des militants, une pluralité d'acteurs – y compris non communistes – lui ont donné vie. Amin raconte ce processus de symbiose avec le festival qu'il dirige :

Je suis venu à Aubervilliers avec l'idée de rester quelques mois, hein, très honnêtement, de faire comme beaucoup de gens le pensent aujourd'hui encore : un carnet d'adresses. Tu fais ton passage en Seine-Saint-Denis et tu vas voir ailleurs. [...] [Je suis resté, car] tu fais corps avec ce système d'engagement, t'arrives à faire en sorte que le système institutionnel [...], il te corresponde [...]. Donc c'est une chance inouïe, donc tu te dis bon, est-ce que je vais me remettre à rechercher un taf dans une organisation où je vais être super malheureux ? (Amin, né en 1970, directeur d'un festival).

Amin et Évelyne sont issus des classes populaires, ce qui renforce leur fidélité à ces institutions qu'ils ont créées et qui, en retour, leur ont permis de connaître une consécration au sein du champ culturel – où ils se sont fait un nom. L'enquête a en effet montré comment les institutions culturelles locales et l'ascension sociale d'individus issus des classes populaires sont liées : sur les cent personnes rencontrées en entretien, soixante-neuf ont connu ce processus. Les institutions sont créées par des pionniers, qui les façonnent comme bon leur semble et qui finissent par jouir d'une reconnaissance à mesure que leur travail gagne en légitimité. Ce faisant, ils deviennent des prescripteurs culturels reconnus localement et souvent nationalement. C'est, par exemple, le cas de Michel Nowak, pionnier du cirque contemporain dans les années 1970. Repéré par l'Élu à la culture de Nanterre, il installe sa compagnie et ouvre une école de cirque dans la ville à la fin des années 1980, devenue une des plus réputées du milieu. Ces trajectoires et le sens conféré au travail créent une forte fidélité à la banlieue populaire, où ces professionnels de la culture s'ancrent professionnellement et, souvent, du point de vue résidentiel.

Cet enchantement institutionnel s'est néanmoins enrayé pour une partie des enquêtés racisés (enfants ou petits-enfants d'immigrés issus des anciennes colonies françaises). Ces derniers se heurtent à de solides plafonds de verre au sein des institutions. L'art qu'ils produisent ou qu'ils promeuvent est particularisé et géré par les politiques sociales (Ville, Jeunesse) ; il ne renvoie pas à un art dit universel soutenu par les politiques culturelles, ce qui par ailleurs les maintient dans des formes d'illégitimité culturelle et dans des carrières moins prestigieuses, voire précaires. Pour eux, le ressentiment et la contestation de la légitimité des institutions prévalent. Si les politiques culturelles ont eu un effet subversif sur les rapports sociaux de classe, les rapports sociaux de race sont restés un impensé politique, entravant l'objectif émancipateur.

### **Effet territorial : la culture à la rescousse d'un style de vie autochtone**

Le bonheur ressenti par les enquêtés n'est pas seulement indexé à une réussite individuelle, il découle aussi d'un style de vie local, héritier d'un encadrement communiste de la population (Fourcaut 1986 ; Bellanger 2017).

Annie Fourcaut a montré que, pour s'implanter en banlieue populaire, le PCF s'est appuyé sur un sentiment d'appartenance locale, ce que Jean-Noël Retière (2003) qualifie de capital d'autochtonie. Si le lien partisan s'est défait au cours du temps, ce capital est toujours structurant au moment de l'enquête de terrain. Il donne forme à une élite locale, hétérogène du

point de vue de la classe sociale, dont les membres sont unis par le partage de quatre normes héritées d'une gestion communiste et que l'enquête a permis de mettre au jour (Clech 2019) : le « patriotisme de clocher » ; un mode de sociabilité locale extravertie ; le devoir de s'impliquer localement pour retourner le stigmate pesant sur cet espace ; une interconnaissance avec les élus. Or, avec l'effondrement du maillage militant à partir des années 1980, ce sont progressivement les politiques et les institutions culturelles qui ont pris en charge la perpétuation de ce style de vie. L'ancien maire de Saint-Denis, Didier Paillard, explicite comment la culture entretient ces normes, et le bonheur qui en découle :

Y a des moments fabuleux : samedi, y avait Paris quartier d'été devant la gare [...] et après, en poussant au 6B, y avait Gabin Nuissier, d'Aktuel force, qui faisait avec les gamins des quartiers un truc. Bon bah ça, c'est du bonheur franchement, c'est génial. [...] Parce que tu vois des gamins de Stains, de Pierrefitte, de Saint-Denis danser avec Gabin Nuissier, qui est quand même une des sommités en danse urbaine et autres, qui a dansé avec les plus grands. Et ils font un truc qui tient la route. [...] T'as un samedi après-midi, t'es pas trop mécontent d'être à Saint-Denis, parce que tu fais en 1 km le long du canal : la gare, le 6B, le Stade de France, tu fais des rencontres fabuleuses, c'est génial (Didier Paillard, né en 1954 à Saint-Denis, maire).

Affleurent dans ces propos les normes autochtones : la fierté chevillée au corps de sa ville, l'implication des habitants dans la vie locale (même ceux qui sont devenus des stars), la sociabilité que ces événements culturels alimentent, l'omniprésence des édiles issus des rangs communistes à ces occasions. Thématiqué sous l'angle du « lien social » (ce qui débloque des financements), c'est avant tout un style de vie local, dont les racines plongent dans l'entre-deux-guerres, qu'une partie des institutions culturelles a pris en charge, freinant le repli sur la sphère privée et sur l'entre-soi social.

Étudier les effets biographiques et territoriaux des politiques culturelles en banlieue communiste, c'est faire une ethnographie de vies cultivées et heureuses, mais aussi d'un monde en train de disparaître sous l'effet de plusieurs causes : l'importation d'un paradigme economiciste de la culture achève la coupure avec la population locale ; les luttes fratricides et les changements de municipalité ébranlent les normes locales et fragilisent cette élite culturelle mobilisée ; les grands travaux et l'embourgeoisement de ces espaces accélèrent ces processus de déstructuration.

## **Bibliographie**

- Bellanger, E. 2017. *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français*, Grâne : Créaphis.
- Clech, P. 2019. « L'autochtonie, condition d'une ouverture à l'altérité sociale ? Ethnographie des formes actuelles de l'autochtonie en banlieue rouge », *cArgo*, n° 9, p. 107-129.
- Clech, P. 2021. « Socialisation partisane, transformation de soi et subversion de classe en banlieue communiste (1960-2014). Le capital culturel institutionnalisé comme mode d'accès aux classes supérieures », *Sociologie*, vol. 12, n° 1, p. 41-59. URL : <https://journals.openedition.org/sociologie/8083>.
- Darmon, M. 2008. *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris : La Découverte.
- Fourcaut, A. 1986. *Bobigny, banlieue rouge*, Paris : Éditions ouvrières-Presses de la FNSP.
- Lagroye, J. et Siméant, J. 2003. « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre, Y. Schemeil et J. Hayward (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 53-71.
- Pudal, B. 1989. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris : Presses de la FNSP.

- Pudal, B. 2009. Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Retière, J.-N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143. URL : <https://shs.cairn.info/revue-politix-2003-3-page-121>.
- Saada, S. 2018. Et si on partageait la culture ? Essai sur la médiation culturelle et le potentiel du spectateur, Toulouse : Éditions de l'Attribut.

**Pauline Clech** est maîtresse de conférences à l'Université Rouen-Normandie (DySoLab). Ses recherches, en France et au Chili, portent sur des formes de mobilité sociale et raciale atypiques, se déroulant hors de l'école et de la certification scolaire. Trois terrains empiriques ont alimenté cette réflexion : les politiques culturelles de la banlieue communiste ; les colonies de vacances ; l'entrepreneuriat « ethnique » au sein de familles issues de l'immigration palestinienne au Chili et portugaise en France. Ces objets interrogent l'ordre social et racial à partir d'exceptions, par lesquels voir affleurer des mécanismes habituellement discrets de reproduction.

**Pour citer cet article :**

Pauline Clech, « Culture et bonheur en banlieue communiste », *Métropolitiques*, 6 avril 2026.  
URL : <https://metropolitiques.eu/Culture-et-bonheur-en-banlieue-communiste.html>.  
DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2277>.